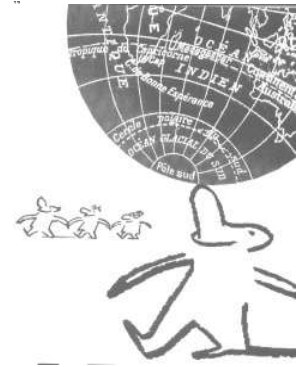


BULLETIN

ADFE - Athènes

Mars –Avril 2007



Dans cette édition, vous trouverez

Page 2. **Nos rencontres** : *Sortie à Egine*, par Suzanne Krauss

Un doux soleil brillait dans le ciel de ce dimanche matin, 10 décembre, lorsque les gentils membres de l'ADFE montèrent sur le ferry Saronikos, de type "pantoufle", qui fait la liaison Piree-Egine-Angistri.

Page 2. **La vie des Français de Grèce et de l'étranger** : *Le Comité Consulaire pour l'Emploi et la Formation Professionnelle*, par Frédéric Bendali et Chantal Picharles

Nous avons participé, en tant que président de la section d'Athènes de l'ADFE et déléguée à l'AFE, à la réunion du Comité Consulaire pour l'Emploi et la Formation Professionnelle (CCPEFP) le 12 janvier dernier.

Page 4. **Vie politique** : *Une politique étrangère commune pour l'Europe est-elle nécessaire et réalisable ?* Par Catherine Balaz et Frédéric Bendali

Invités le 9 février par l'Institut des relations internationales de l'université de Pantheion, Elizabeth Guigou, ancienne ministre des Affaires européennes et Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères ont participé avec Dora Bakoyanni, ministre des Affaires étrangères et Evangelos Venizelos, ancien ministre, à un débat sur le thème : « Une politique étrangère commune pour l'Europe est-elle nécessaire et réalisable ? »

Page 6 . **Vie politique** : *Sarkozy admire Blair*, Par Frédéric Bendali

Une statistique de l'Union Européenne intéressante, parue le 3/12/2006 dans l'Eleftherotypia du Dimanche dit que la grande Bretagne a le pourcentage le plus élevé d'enfants de chômeurs en Europe des 27 (16%, alors que la moyenne des 25 est de 9,5%).

Responsables de la rédaction

Frédéric BENDALI : 210 6998132 frej@otenet.gr

Tiana KRAUSS : 210 3611518 tjana@otenet.gr

Contacts avec l'ADFE-Athènes

Suzanne KRAUSS : 210 7521391 suzonkraous@yahoo.fr

Chantal PICHARLES : 210 6013848 chantalgrece@yahoo.fr

Elisabeth BOURDON : 6977 349563 eli@elysee.com.gr

Thessalonique: Françoise AVGERI: 2310 311083

françoise.grece@gmail.com



Nos rencontres

- **Hommage à Roger Millex, à l'Institut Français, rue Sina, Vendredi 20 avril à 19h 30.**

- **Sortie sur l'Hymette le Samedi 5 mai** (Une communication spéciale sera faite pour préciser l'heure et l'endroit exact du rendez-vous).

Sortie à Egine du 10 décembre dernier.

Un doux soleil brillait dans le ciel de ce dimanche matin, 10 décembre, lorsque les gentils membres de l'ADFE montèrent sur le ferry Saronikos, de type "pantoufle", qui fait la liaison Piree-Egine-Angistri (une autre belle ballade à envisager) . La bonne humeur avait déjà gagné le groupe et le trajet d'une heure et demie parut plus court, surtout qu'on y a vu des dauphins. A l'arrivée au port d'Egine, le comité d'accueil nombreux et chaleureux salua les nouveaux venus. La présentation de l'île commença immédiatement devant la chapelle de Saint Nicolas du port, qui date du 14e siècle, et ce fut l'occasion de parler brièvement de cette première capitale de l'Etat grec moderne, qui compte aujourd'hui 20.000 habitants, où le premier Gouverneur de Grèce Ioannis Capodistrias débarqua en 1828 et eut le temps de construire un « Siègne du Gouverneur » et l'énorme bâtiment de l'Orphelinat pour abriter les 6000 orphelins de la Guerre d'Indépendance. La façade néoclassique du port, élément essentiel de son charme qui se complète par la présence de nombreux caïques traditionnels de pêcheurs est due à l'activité des pêcheurs d'éponge du début du 20e siècle. Au milieu de l'île, la Palaiochora fut la capitale, abandonnée depuis, de l'époque médiévale. A l'extrême gauche du port, on observe un autre élément essentiel de ce beau paysage, à savoir le site archéologique de la "colonne", habitat dont les débuts se perdent dans les 5000 ans av.J.-C. Devant le site, le port antique est actuellement occupé par un chantier naval traditionnel. Notre visite du musée du site de la colonne fut pleine de découvertes merveilleuses (céramiques et maquettes de constructions de 2500 av.J.-C., fours de fonderie et de poterie, maquettes de fortifications etc). Nous avons ensuite gagné une petite taverne au raz des flots pour apprécier les mezzedes et les poissons locaux. Notre digestion fut accélérée par une petite marche dans la ville et ses ruelles, puis une randonnée au "Livadi" où nous attendaient la belle Helene (interprète) et les autres Français résidants à Egine: Jean Jacques (metteur en scène de théâtre de rue) et Jeanne (traductrice), HP (cultivateur) etc... le bon café et l'ambiance détendue furent combinés avec une discussion approfondie sur la culture de la pistache avec HP, qui pratique tous les principes de la culture biologique.

Ce fut une belle expérience, à renouveler à Egine ou ailleurs. L'ADFE a ses idées, à vous de donner les vôtres.

Suzanne Krauss



La vie des Français de Grèce et de l'étranger

Le Comité Consulaire pour l'Emploi et la Formation Professionnelle

Nous avons participé, en tant que président de la section d'Athènes de l'ADFE et déléguée à l'AFE, à la réunion du Comité Consulaire pour l'Emploi et la Formation Professionnelle (CCPEFP) le 12 janvier dernier. Ce comité est composé :

- du Consul et de ses collaborateurs,

- des membres de droit : les délégués à l'Assemblée des Français de l'Etranger, du Conseiller Economique et Commercial et du président de la Chambre de Commerce et d'Industrie Franco-Hellénique,
- des membres désignés, en l'occurrence les président(e)s d'associations qui agissent au niveau des Français d'Athènes (ADFE, UFE, Entraide, AFIC), et des représentants d'entreprises françaises en Grèce (à cette réunion : La Redoute et Leroy-Merlin).

Il a été signalé lors de cette réunion le dynamisme des entreprises françaises en Grèce. Elles ont été, en 2006, au premier rang des investisseurs étrangers dans ce pays et emploient près de 30.000 personnes. Un Forum pour l'Emploi et la Création d'Activités (le 4^{ème}), concernant le personnel d'entreprise, a été organisé conjointement par la Mairie d'Athènes et l'ambassade de France les 17 et 18 mars 2006. L'édition 2007 de ce forum devrait se dérouler en septembre/octobre.

Cette manifestation est l'occasion de rencontre entre des demandeurs d'emploi, des gens à la recherche d'idées d'entreprises et les entreprises qui cherchent du personnel. Pour le marché du travail, c'est un peu la foire-expo. Ce Forum rencontre un grand succès, avec plus de 3000 visiteurs l'année dernière.

L'intérêt de ce forum pour les entreprises françaises est d'abord, bien sûr, une opération de communication. Elles y ont une bonne visibilité, ainsi mises en avant par l'ambassade, mais leur participation au forum a un coût. A part l'impact publicitaire, est-ce que les entreprises y trouvent un bénéfice ? Chantal, suivie par le comité, a demandé qu'un bilan systématique soit demandé aux entreprises participantes.

L'activité principale développée lors de ce comité est celle du Bureau Emploi-Formation (BEF). Il est animé avec ardeur par M. Nicolas Pantaléon. En 2006, le bureau a procuré du travail à 96 personnes, dont 66 directement, sur un total de 365 nouvelles demandes. Signalons que le total des placements sur l'année 2006 a été de 131 (dont 101 directs), près du double par rapport à 2005. 37% ont donné lieu à des contrats à durée indéterminée. Comment juger de l'efficacité de ce bureau de placement. On peut dire que 96 pour 365 (26 %) c'est déjà beaucoup et ce résultat place certainement Athènes dans le haut de la liste des bureaux emplois en terme de performance.

De même, quelle est l'efficacité de l'ANPE en France, compte tenu des contraintes pour les demandeurs d'emploi d'accepter ce qu'on leur offre sous peine de perdre les droits aux allocations ? Le consulat n'offre pas d'allocations-chômage. Il est vrai aussi que les emplois offerts sont pour la plupart des postes demandant moins de qualifications que celles possédées par le demandeur, ils sont également moins bien payés qu'en France. Les demandeurs sont qualifiés, (67% ont bac +2 et plus). Par ailleurs, les demandeurs d'emploi inscrits au BEF ont souvent un handicap majeur, c'est la mauvaise maîtrise de la langue grecque, dont un niveau acceptable est exigé par les employeurs. Il faut signaler que les demandeurs inscrits au BEF sont en majorité des femmes (261 contre 104 hommes), sont assez jeunes (49% ont entre 25 et 35 ans). Ils (elles) sont venu(e)s beaucoup pour raison matrimoniale (25%) ou de nationalité (22 % de binationaux).

D'autres activités ont été organisées par le BEF, ce sont :

- Le Panorama pour l'Egalité des Chances entre les Hommes et les Femmes, co-organisé par la Mairie d'Athènes, sous l'égide de l'Ambassade de France s'est déroulé les 5 et 6 mai 2006. Les entreprises françaises ont joué un rôle décisif dans cette organisation.
- Le Colloque Education et Emploi, co-organisé par l'institution d'étude francophone IDEF et l'IFA. Il devait définir le profil idéal du candidat à un poste dans des entreprises d'intérêt français en Grèce. (Ce fut un bon moyen de valoriser, selon le rapport du BEF, l'université française et l'IFA).
- La visite à Thessalonique à l'occasion de la Foire Internationale pour contacter les demandeurs d'emploi.
- La journée carrières au LFH, le 15 Novembre 2006, pour sensibiliser ses élèves au monde du travail.
- L'élaboration du guide de l'emploi en Grèce.

- La formation informatique de 24 heures (8 fois trois heures) à l'IFA du 28 septembre au 30 novembre 2006. Elle a bénéficié à 8 Français.
- Le petit-déjeuner de travail, le 11 décembre 2006, avec les responsables des ressources humaines d'une trentaine d'entreprises françaises ou à participation française en Grèce.
- La visite du Club Emploi Nord Essonne
- La gestion du site internet du BEF, www.emploigreece.org, où il est possible de consulter en ligne les offres d'emploi.

Parmi les questions qui ont été débattues, deux ont attiré notre attention :

- Faut-il rendre le service du BEF aux gens qui ne sont pas inscrits au consulat ? Il a été répondu qu'en théorie non, mais qu'en réalité, les besoins des entreprises passent avant les formalités.
- Faut-il écarter les non-Français du service ? M. le délégué de l'Union des Français de l'Etranger (affilié à la Droite) est contre. Là encore, les besoins des entreprises passent avant le nationalisme étroit.

Frédéric Bendali et Chantal Picharles



Vie politique

Comité de soutien à Ségolène Royal

Il a été créé un comité « grec » de soutien à Ségolène Royal dans le but de mobiliser les Français installés en Grèce en vue des élections présidentielles des 22 avril et 6 mai prochains. Grâce au site internet, www.desirsdavenirgreece.gr, vous pourrez trouver tous les renseignements, les contacts, vous pourrez participer aux activités, rencontres, débats...

Une politique étrangère commune pour l'Europe est-elle nécessaire et réalisable ?

Invités le 9 février par l'Institut des relations internationales de l'université de Pantheon, Elizabeth Guigou, ancienne ministre des Affaires européennes et Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères ont participé avec Dora Bakoyanni, ministre des Affaires étrangères et Evangelos Venizelos, ancien ministre, à un débat sur le thème : « Une politique étrangère commune pour l'Europe est-elle nécessaire et réalisable ? »

Dans sa présentation, le professeur **Panagiotis Roumeliotis**, ancien ministre et coordonnateur du débat, a évoqué les menaces et les défis (immigration, environnement, nationalisme, terrorisme) auxquels l'UE doit faire face et il a posé quelques-unes des questions qui sous-tendent ce thème :

La collaboration peut-elle être plus étroite entre les états ? L'ensemble des états doivent-ils être directement impliqués ou faut-il laisser deux ou trois états prendre en charge ce genre de problèmes ? Le fédéralisme est-il une solution possible pour l'UE ? Faut-il laisser la gestion des crises aux USA ?

Dora Bakoyanni a tout d'abord apporté une réponse positive : oui, une politique étrangère commune est à la fois nécessaire et réalisable. Nécessaire car les défis dépassent la compétence d'un seul état, et aussi parce que cette politique commune répond à une attente des peuples du monde pour qui l'Europe est un interlocuteur crédible. Nécessaire, enfin, parce que 68% des citoyens de l'Europe (80% en Grèce) l'exigent, surtout en matière de sécurité et de défense.

Cette politique est également réalisable parce que l'UE a su tirer les leçons de ses défaillances passées (Kosovo, Irak) et qu'elle peut maintenant intervenir avec détermination (Liban, Iran) en tant qu'acteur international. L'UE doit oser dire qu'une politique commune doit être différente de la politique de chaque état. Mais pour cela le moment est venu de décider comment prendre des décisions. Compte tenu des tentations hégémoniques, en Europe et hors de l'Europe, de certains états membres de l'UE, la question se pose aussi du type de pouvoir que l'Europe peut et doit exercer dans le monde.

Dora Bakoyanni termine son intervention en soulignant qu'en réalité nous avons besoin de *plus* d'Europe et non de *moins* d'Europe et elle rappelle l'accord des partis de droite et de gauche sur ce point.

Hubert Védrine, qui lui succède, confirme qu'il n'y a pas de clivage droite/gauche en matière de politique étrangère. Mais il constate que si 68% d'européens sont favorables à une politique commune...ce n'est pas la même ! Tout le monde est effectivement d'accord sur les grands principes (démocratie, droits de l'Homme etc.)

mais la difficulté d'une politique commune est réelle dès qu'il s'agit de questions concrètes et le problème des divergences légitimes, enracinées, a manifestement été sous-évalué depuis 15 ans. On ne peut fabriquer une politique commune à partir des politiques existantes et elle ne naît pas non plus, automatiquement, de son inscription dans un traité. A la différence du passage à la monnaie unique, on ne peut décréter qu'à partir du 1^{er} juillet nous aurons tous la même politique...La politique commune doit être un condensé de l'histoire de chaque état et il faut tenir compte de cette réalité si l'on veut progresser. Trois groupes coexistaient face à la guerre en Irak : les « pour » les « contre » et les attentistes. Face à la crise au Proche-Orient on a principalement deux positions : pour ou contre les USA.

D'après H.Védrine, dix ans seront encore nécessaires pour arriver à une politique commune et quel que soit le traité constitutionnel, il suggère d'apprendre à répondre ensemble à un certain nombre de questions :

- Quels doivent être les rapports avec les USA ? Pour ? Contre ? Ou partenaires ? Mais les USA ne veulent pas de ce partenariat que l'UE n'est, de toute façon, pas capable d'assurer pour l'instant.
- Comment surmonter les divergences entre la France et la GB ? A titre d'exemple, ce que la Grèce peut dire sur les Balkans est très important car elle a une expertise historique particulière sur le sujet.
- Comment doit-on envisager la relation Islam-Occident ? Comme une théorie ? Un problème sérieux qui nécessite une politique visant à désamorcer un éventuel conflit ? Faut-il favoriser un rassemblement occidental contre la menace ? Quelle position prendre au Proche-Orient ?
- Que faire pour développer la démocratie à l'extérieur de l'UE (Russie, Chine, Afrique)? On voit bien que les leçons, l'idée d'une mission noble à remplir, n'ont aucune influence sur la question.
- Quels rapports avec les puissances émergentes ?
- Quelle position face à l'environnement, à l'énergie ?

H.Védrine, qui ne croit ni à l'approche fédéraliste ni au vote à la majorité, propose de multiplier les réunions pour trouver un accord et mettre ainsi en place une force impressionnante qui obligera les USA à traiter l'UE en partenaire. Il n'est pas mauvais qu'une crise soit créée, si l'on se donne un calendrier et du temps.

Quant à l'opinion publique européenne, H.Védrine pense que l'idée de puissance lui fait peur : elle aspire seulement à profiter de la mondialisation et de la sécurité. Il faut donc convaincre les peuples que l'UE doit devenir une puissance, moderne, démocratique et sereine, sous peine de devenir dépendante.

Elizabeth Guigou prend le contre-pied d'H. Védrine en déclarant que le clivage droite/gauche en politique étrangère est opérant et que les ministres des Affaires étrangères ont souvent du mal à être d'accord. Elle rappelle que la mise en place de la monnaie unique a duré 30 ans et que beaucoup de sacrifices ont été demandés aux peuples qui voulaient être qualifiés pour y adhérer.

E.Guigou préfère poser deux questions : comment sortir de la panne actuelle ? Car la politique commune ne sera que le résultat des solutions de la crise actuelle. Et comment relancer le projet européen ?

L'UE doit effectivement se préoccuper de la mondialisation sous peine de disparaître. Et il faut souligner que le projet européen est une aventure sans précédent. La paix et la démocratie ont été obtenues sans utiliser la contrainte ni la force et nous devons dire que nous en sommes fiers. Les citoyens européens considèrent que c'est un acquis, mais la paix et la démocratie ne sont jamais acquises.

Pour relancer le projet, il faut prendre en compte les grands problèmes et les nouvelles peurs du moment :

- la réussite de la nouvelle économie, qui est une nouvelle révolution industrielle. Et dans ce domaine l'UE perd du temps par rapport aux nouvelles puissances comme la Chine ou l'Inde. Les modèles de protection sociale doivent être préservés, le défi écologique doit être relevé. La stratégie de Lisbonne était très bien pensée mais il n'y a pas assez de moyens pour la faire réussir.
- Le 2^{ème} défi est celui de la lutte contre le crime international, domaine où tout prospère sur l'argent sale et à partir des nouvelles technologies. Ce trou noir concerne des centaines de milliards de dollars.
- Les migrations de population qui vont s'accélérer, en particulier à cause de la sécheresse et des bouleversements climatiques, exigent que l'UE joue « un rôle d'alerte ».

E.Guigou pense que si nous ne trouvons pas de réponses à ces questions notre modèle et notre mode de vie seront menacés.

Concernant la crise de l'UE, elle relève trois composantes : c'est une crise de résultats (retard économique, emploi), de manque de volonté politique (les dirigeants des années 80 comme Kohl ou Mitterrand avaient la volonté de réduire les contentieux) et du sens du projet européen (que voulons-nous vraiment faire ensemble ?)

E.Guigou évoque « l'Europe des preuves » dont parle Ségolène Royal, à qui elle apporte son soutien. Depuis la fin des années 90, qui sont une apogée, les Européens ont été dépassés par l'histoire. Trois traités ont été rédigés pour résoudre le problème de la constitution qui n'est toujours pas réglé. Le manque de volonté politique apparaît dans l'incapacité à trouver un compromis. L'idée d'E.Guigou est de parler d'un traité institutionnel et non d'une constitution, de ne pas toucher à l'actuel préambule sous peine de voir resurgir la question de Dieu et de donner suffisamment de garanties sur le social car la politique sociale est très importante pour la France.

Enfin, l'essentiel est lié à la globalisation et aux défis de ce siècle et va sans doute peser sur les prochaines élections européennes de 2009 : en quoi consiste le projet européen ? E.Guigou rappelle les projets européens déjà existants (comme Erasmus) qui sont indéniablement un facteur de cohésion, et elle met l'accent sur les relations entre la France et l'Afrique et entre le nord et le sud de la Méditerranée. Elle croit à l'idée d'une communauté euro-méditerranéenne et pense que l'UE doit prendre en charge le développement de l'Afrique et l'aider à lutter contre la corruption, l'absence de démocratie et la pauvreté.

L'intervention d'**E.Venizelos** était axée sur trois questions : Quelle Europe ? Quel occident ? Quel nouveau système de pouvoir ?

E.Venizelos rappelle qu'il n'y avait pas eu de réelle stratégie pour la défense de l'Europe au XXe siècle et que cela expliquait la complexité des rapports entre USA et UE. Mais il souligne aussi que, parmi les pays de l'UE, il y a des fabricants d'armes dont les intérêts ne sont pas toujours concordants avec la paix universelle. Il revient, lui aussi, sur la question des rapports entre l'UE et les USA, et signale que la mondialisation économique est moins un problème que la mondialisation politique. Pour lui, les performances économiques européennes ne sont pas négligeables et l'UE exerce un pouvoir en suscitant, dans les pays riverains, l'envie d'une adhésion. E.Vénizelos est d'accord avec E. Guigou quant à la création d'un partenariat spécial avec l'Afrique pour faire contrepoids à la puissance montante de la Chine et de l'Inde.

Les questions posées par le public ont concerné la pauvreté, l'emploi, les nouveaux membres, le Kosovo , l'Europe élargie.

Les réponses apportées ont souligné le rôle des institutions qui doivent permettre d'avancer, ont évoqué l'idée des cercles concentriques, l'anneau des pays amis (Romano Prodi) et ont mis en évidence la nécessité de fixer une limite et des frontières à l'UE si l'on ne veut pas que son identité et l'idée même de l'UE ne meurent : il peut y avoir quelque chose d'inquiétant pour les peuples dans le fait de ne pas savoir où l'Europe va s'arrêter.

Le professeur **Roumeliotis** conclut en remerciant les intervenants et en s'excusant auprès de l'assistance, nombreuse, dont une grande partie a dû rester debout.

Catherine Balaz et Frédéric Bendali



Sarkozy admire Blair

C'est formidable! Voilà enfin arrivé le temps de la réconciliation générale, le temps où un homme de Droite admire un homme de Gauche. C'est que Sarkozy est moderne, il admire un homme moderne, lequel est moderne, d'abord parcequ'il parle couramment l'Anglais, et ensuite parcequ'il n'est pas communiste, ni socialiste, d'ailleurs, mais quand même de Gauche. On peut se demander ce qui, dans la politique de Blair, serait à adopter en France dans une politique de Droite. Peut-être cette fameuse flexibilité de l'emploi qui fait qu'un employeur pourra embaucher sans crainte d'avoir à sa charge des bouches à nourrir même quand ses commandes ne le permettent pas. Beaucoup, y compris à Gauche voient là le secret d'un réussite anglaise dans le domaine économique. Il paraît que le PIB de ce pays serait supérieur à celui de la France. C'est un miracle, compte tenu du fait que vous seriez bien en peine de citer les produits des entreprises britanniques sur le marché, à part le Brent de la Mer du Nord ou le Whisky. Mais ce n'est pas ça l'important. L'important, c'est l'emploi. Il paraît qu'en Angleterre, il y a moins de chômeurs qu'en France. Bien sûr, 21,4% des chômeurs du Royaume-Uni sont des chômeurs de longue durée, contre 41,6% en France. Mais ceux qui travaillent à mi-temps ne sont-ils pas aussi des chômeurs à mi-temps? En 2004, 24,1% sont des emplois à temps partiel en GB, tandis qu'en France, ils n'étaient "que" 13,4%. Pourquoi les admirateurs du système anglais ne s'intéressent pas de comparer les heures moyennes travaillées par employé en France et dans ce système? Et puis, une statistique de l'Union Européenne intéressante, parue le 3/12/2006 dans l'Eleftherotypia du Dimanche dit que la grande Bretagne a le pourcentage le plus élevé d'enfants de chômeurs en Europe des 27 (16%, alors que la moyenne des 25 est de 9,5%). Peut être que les quelques pourcent de chômeurs anglais sont les plus prolifiques du pays, encouragés par une politique favorable au farniente, mais cela ne ressemble pas au dogme en vigueur outre manche. Nous mentirait-on sur le nombre réel de chômeurs au Royaume-Uni ?

De toutes manières, si le modèle Blairiste plait à la Droite, il est raisonnable de penser que ceux qui, à Gauche l'admirent, devraient trouver autre chose à proposer aux Français pour se distinguer. En effet, Sarkozy est certainement du genre à dépasser la Gauche par la gauche s'il le faut. N'a-t-il pas déclaré qu'il faudrait supprimer la partie III du traité constitutionnel, celui justement qui fut la cible de la gauche du « non » pour le référendum le concernant ?

Frédéric